



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury BP 60723  
41007 Blois Cedex

Parçay-meslay, le 21/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Aalberts Surface Technologies**

Chemin des Roses  
41170 Cormenon

Références : 2025-0238  
Code AIOT : 0010001766

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 12 mars 2025, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) est informé d'une mortalité piscicole dans la Grenne, milieu naturel du rejet de l'entreprise Aalberts.

L'OFB, par reconnaissance de terrain, ce même jour, constate la mortalité piscicole dans la Grenne, en aval du rejet de l'exploitant. L'OFB ne constate pas de mortalité piscicole en amont du rejet de l'exploitant.

Cette inspection réactive, le 14 mars, a pour objectif de vérifier si un rejet de l'établissement est à l'origine de cette mortalité piscicole dans la Grenne.

L'inspection constate également la mortalité piscicole en aval du point de rejet dans la Grenne le 14 mars, et ce sur plusieurs kilomètres.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 2.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.2.4	Demande d'action corrective	15 mois
5	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.1	Demande d'action corrective	15 jours
6	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.5	Sans objet
7	Entreprise extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous. Des éléments constatés et consultés par l'inspection des installations classées, et des échanges avec les personnes interrogées, le 14 mars 2025, rien ne permet, à ce stade, de confirmer que l'établissement AAlberts est à l'origine de la pollution dans la Grenne, constatée le 12 mars 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il a été constaté que des travaux de construction d'un nouveau bâtiment de 1 800 m <sup>2</sup> étaient en cours sur le site. Des travaux de terrassement, évacuation de terre, coulage de fondations, coffrage et dévoiement de réseaux ont déjà été réalisés. Il est à noter que l'exploitant et l'entreprise de travaux ont informé l'inspection que les 2 bassins de 50 m <sup>3</sup> , destinés à la récupération des eaux pluviales sont voués à être détruits dans le cadre de ces travaux. La pompe de relevage pour le rejet dans le milieu naturel avait été supprimée par l'exploitant la veille de l'inspection. L'exploitant a également indiqué que la station d'analyse automatique des eaux pluviales n'est plus opérationnelle. En l'absence, l'exploitant a précisé qu'il réalise des analyses pH et conductivité sur les eaux pluviales avant rejet. Des réseaux ont été mis en place de façon à diriger les eaux pluviales vers un bassin temporaire. Ceux-ci n'étaient pas en service le jour de l'inspection.  Par ailleurs, le dernier rapport Ramboll des investigations post-sinistre sur site en date du 13/12/2024 met en évidence la présence de pollution dans les sols sur le site, au droit notamment des travaux en cours. Au travers du courrier préfectoral du 28/02/2025, il a été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les investigations complémentaires, telles que recommandées dans le rapport pré-cité.  L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation, les travaux en cours sur le site. L'exploitant précisera comment ont été gérées les terres potentiellement polluées dans le cadre du terrassement réalisé. L'exploitant justifiera que les investigations complémentaires demandées au travers du courrier préfectoral du 28/02/2025 pourront être mises en œuvre malgré les travaux de terrassement en cours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant précisera comment ont été gérées les terres potentiellement polluées dans le cadre du terrassement réalisé. L'exploitant justifiera que les investigations complémentaires demandées au travers du courrier préfectoral du 28/02/2025 pourront être mises en oeuvre malgré les travaux de terrassement en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire ...)</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ..)</li> <li>• les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le plan des réseaux transmis en inspection est daté du 18/02/2021. L'exploitant a indiqué que c'est ce plan qui a été transmis à l'entreprise de travaux de construction du nouveau bâtiment. Ce plan ne fait pas apparaître les 2 bassins de collecte des eaux pluviales et le point de rejet dans le cours d'eau.  Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis un autre plan des réseaux faisant apparaître les 2 bassins de collecte des eaux pluviales, mais ce plan ne comporte pas de légende et n'est pas daté.  <b>L'exploitant n'a pas pu présenter un plan à jour faisant figurer l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 03/10/2005.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de toitures des bâtiments 2, 3 et 4 de l'aire de dépotage des produits chimiques et des réactifs, du parc à acides, du stockage des produits usés et du parking. Elles sont collectées au niveau du bassin extérieur de 100 m3 puis elles sont analysées avant d'être rejetées dans la Grenne, si elles sont conformes aux dispositions de l'article 3.1.16.3.1 ; ou traitées dans la station de détoxification du site, le cas échéant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, les eaux pluviales étaient collectées au niveau des bassins extérieurs, même si les réseaux d'eau pluviales sont voués à être détournés car les bassins extérieurs sont situés dans l'emprise du nouveau bâtiment en construction.</p> <p>La pompe de relevage pour rejet des eaux pluviales dans la Grenne avait été supprimée par l'exploitant la veille de l'inspection. L'exploitant a également indiqué que la station automatique d'analyse des eaux pluviales n'est plus opérationnelle. En l'absence, l'exploitant a précisé qu'il réalise des analyses pH et conductivité sur les eaux pluviales avant rejet.</p> <p>L'enregistrement de la la station automatique d'analyse et les résultats des dernières analyses manuelles des eaux pluviales n'ont pas été présentés.</p> <p><b>L'exploitant n'a pas justifié que les eaux pluviales sont analysées avant d'être rejetées dans la Grenne si elles sont conformes aux dispositions de l'article 3.1.6.3.1 ; ou traitées dans la station de détoxification du site, le cas échéant.</b></p> <p><b>L'exploitant transmettra à l'inspection l'enregistrement de la la station automatique d'analyse à compter du 9 mars 2025 et les résultats des analyses manuelles des eaux pluviales réalisées après déconnexion de la station automatique d'analyse jusqu'au jour de l'inspection.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection l'enregistrement de la la station automatique d'analyse à compter du 9 mars 2025 et les résultats des analyses manuelles des eaux pluviales réalisées après déconnexion de la station automatique d'analyse jusqu'au jour de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 mois</p>

#### N° 4 : Points de rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents de l'établissement aboutissent aux 4 points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- point de rejet n° 1 : Eaux usées - Réseau d'assainissement communal puis station d'épuration de Cormenon</li> <li>- point de rejet n°4 : El, Epn, Epp - Milieu naturel après traitement néant ou station de</li> </ul>

détoxication des effluents physico-chimique selon résultats d'analyses Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence de deux rejets qui se font dans 2 canalisations distinctes, pour les eaux industrielles et les eaux pluviales, dans le milieu naturel La Grenne, même si ces 2 points de rejets sont situés au même endroit au niveau de la Grenne.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de chaque filière de traitement des effluents sont mesurés en continu avec asservissement à une alarme. En cas de dépassement de valeurs prédéfinies, ces alarmes doivent permettre l'arrêt immédiat du rejet final. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour ce qui concerne le rejet d'eau industrielle, une station automatique de mesure en continu du pH et de la température est installée sur la conduite de rejet. L'exploitant a indiqué que cette station est asservie à une alarme en cas de dépassement des valeurs prédéfinies.</p> <p>La chronique de mesure en continu du pH et de la température a été présentée à l'inspection, pour la période du 9/03/2025 au 13/03/2025. Celle-ci ne fait pas apparaître d'anomalie sur cette période.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Pour ce qui concerne le rejet d'eau pluviale, l'exploitant a indiqué que la conduite de rejet était équipé d'une station de mesure automatique avec asservissement à une alarme, mais celle-ci a été déconnectée dans le cadre des travaux de construction d'un nouveau bâtiment.</p> <p><b>Les paramètres permettant de s'assurer de qualité des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel ne sont pas mesurés en continu avec asservissement à une alarme.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 6 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets et les périodicités des mesures d'autosurveillance à respecter : Cf tableau AP</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son tableau de surveillance interne des rejets station, en particulier sur la période du 09/03/2025 au 13/03/2025. Le tableau de suivi fait apparaître des mesures journalières des eaux avant rejet pour les paramètres suivants, en concentration et en flux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH, température, MES : pas d'écart aux VLE sur la période du 09/03/2025 au 13/03/2025</li> <li>• Chrome VI : la concentration dépasse la VLE les 10, 12 et 13/03/2025, avec un maximum de 0.022 mg/l pour une VLE à 0.01 mg/l. Le flux dépasse la VLE le 13/03/25 avec une valeur de 4.048 g/j pour une VLE à 3.5 g/j</li> <li>• Cyanures : pas d'écart aux VLE sur la période du 09/03/2025 au 13/03/2025</li> <li>• Fer : pas d'écart aux VLE sur la période du 09/03/2025 au 13/03/2025</li> <li>• Nickel : pas d'écart aux VLE sur la période du 09/03/2025 au 13/03/2025</li> </ul> <p>Par ailleurs, le cyanure et le chrome font l'objet d'analyse toutes les 3h. Une analyse hebdomadaire est réalisé par un laboratoire extérieur ; l'échantillon étant envoyé tous les lundis, sur la base d'un échantillon moyen de la semaine, prélevé par préleveur automatique.</p> <p>Il est à noter que pour le paramètre Cadmium (qui n'est pas analysé), l'exploitant a déposé un porter à connaissance relatif à l'arrêt de la chaine de traitement de surface Cadmium en date du 19/09/2022. Ce dossier fait l'objet d'une demande de complément en date du 7/11/2022, restée sans réponse de la part de l'exploitant.</p> <p><b>Les rejets d'eau industrielle dépassent les VLE en concentration et en flux pour le paramètre Chrome VI sur la période du 09/03/2025 au 13/03/2025.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Entreprise extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...]  <b>Constats :</b>  Tous les intervenants extérieurs reçoivent les "Consignes de sécurité visiteurs" qui informent sur les risques du site, les mesures de prévention et la conduite à tenir en cas d'urgence. De plus, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé établi avec l'entreprise qui coordonne les travaux de construction du nouveau bâtiment. Ce document rappelle les consignes générales de sécurité avec les risques de la zone où sont effectués les travaux et la conduite à tenir en cas d'incident. L'inspection a interrogé du personnel de l'entreprise de travaux, celui-ci était informé sur les risques du site et la conduite à tenir en cas d'accident.  <b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite